

Amit Bakhirta

«Le thème clé pour 2024 devrait être la normalisation de l'activité économique et la prudence en matière

Le fondateur et **Chief Executive Officer** d'ANNEAU, une société de services financiers agréée et réglementée par la **Financial Services Commission** à Maurice, passe en revue l'année écoulée. Il donne également son point de vue sur 2024 qui sera particulière sur le plan politique.

2023 tire sa révérence. Quelle est votre analyse de l'année écoulée sur le plan économique ?

Chez ANNEAU, on constate que la reprise économique est bien ancrée malgré un environnement monétaire relativement plus tendu. Selon *Statistics Mauritius*, les prévisions de la croissance du PIB pour 2023 ont été considérablement révisées (environ +28 %) à la hausse (de +5,3 % comme prévu en juin 2023 à +6,8 % en novembre 2023). Celles-ci s'appuient sur les nouvelles informations recueillies sur les secteurs clés de l'économie et les mesures politiques annoncées dans le discours du budget 2023/2024, notamment celles relatives aux projets d'investissement du secteur public (*Metro Express*, réseau routier, infrastructures d'égout, logements sociaux, etc.). Ceci nous semble plausible (les chiffres réels sont susceptibles d'être orientés à la baisse), surtout si l'on tient compte de l'effet de la faiblesse de la roupie sur l'activité économique globale. L'environnement inflationniste, comme prévu, a commencé à s'atténuer avec un taux d'inflation sur un an à +4,6 % en octobre 2023 et une inflation globale à +8,4 %. À mesure que la roupie se redresse, l'inflation importée devrait également baisser au cours des prochains

mois. Nonobstant les risques de volatilité géopolitique mondiale et les pressions plus fortes sur les prix des matières premières, à ce stade, nous nous attendons à ce que l'effet de base de 2023 normalise les pressions inflationnistes en 2024. Au niveau du secteur touristique, on reste, plausiblement, en bonne voie pour 1,3 million d'arrivées de touristes en 2023. Si la dynamique du premier semestre de cette année se maintient, nous pourrions vraisemblablement dépasser le cap des 1,3 million d'arrivées de touristes et générer un peu moins de Rs 100 milliards de revenus touristiques pour Maurice. Les pressions à la baisse demeurent, cependant, les tensions géopolitiques persistantes dans un monde de plus en plus fracturé et une pression croissante sur le crédit à mesure que les taux d'intérêt restent élevés (vraisemblablement pour plus longtemps – ou pas !). Nous constatons déjà que les dépenses de consommation commencent à faiblir dans certaines économies développées clés.

Devrions-nous être optimistes ou pessimistes pour 2024 ?

Les taux de défaut de crédit et les prêts non performants devraient augmenter sous la pression accrue. Surtout si

l'activité économique mondiale s'affaiblit. Nous devrions donc être prudemment optimistes pour 2024, car nous sommes mûrs pour un ralentissement économique mondial. Surtout si la croissance chinoise continue à être anémique. La demande globale ne peut être refoulée que dans une certaine mesure ! Par la suite, elle sera soumise à sa normalisation. En septembre 2023, l'octroi total de crédit à l'économie mauricienne avait progressé de plus de +7,2 % sur un an, ce qui reste relativement sain et témoigne d'un appétit pour le risque accru dans un environnement de taux d'intérêt plus élevés. Cela montre que les conditions monétaires restent relativement souples et stables. L'économie devrait donc techniquement être capable de résister à un nouveau resserrement ; comme le recommande clairement le récent rapport de consultation du FMI, en particulier compte tenu de l'environnement inflationniste et de l'inadéquation des instances de politique monétaire qui prévalent dans le pays. Cela aidera très certainement la roupie et sera moins coûteux au bilan de la Banque centrale. Là où les choses deviennent plus délicates, c'est qu'avec cetteaine augmentation de la croissance du crédit, les ratios de prêts non

être la normalisation de l'activité économique et la prudence en matière

performants du secteur bancaire ont bondi à 5,6 % (en juin 2023), contre un creux pluriannuel de 4,9 % en décembre 2022. Dans le même temps, les provisions pour prêts non performants dans le secteur ont chuté à 51,3 %, contre 60,2 % en décembre 2022. La qualité du crédit est extrêmement importante dans un environnement de resserrement monétaire. Il est vrai que plusieurs initiatives visant à contenir les risques de défaut de crédit et à maintenir la stabilité financière ont porté leurs fruits. Mais 2024 et 2025 sont les années où l'économie mondiale, et aussi nationale, pourrait commencer à ressentir le vrai pincement des taux d'intérêt, ce qui justifie donc la prudence.

2024 est une année importante sur le plan politique. Est-ce que les principaux acteurs

économiques ont des attentes précises ?

De manière générale, les acteurs économiques établis ont tendance à privilégier des fondamentaux socio-macro-microéconomiques sains, ainsi que la stabilité. La croissance sous-jacente et la visibilité sont importantes pour les investisseurs. Chez ANNEAU, le thème clé pour 2024 devrait être la normalisation de l'activité économique et la prudence en matière d'environnement monétaire. Même si nous nous attendons à ce que les pressions inflationnistes s'atténuent, soutenant ainsi la consommation intérieure, la géopolitique mondiale risque de devenir de plus en plus délicate et les tensions pourraient s'intensifier, augmentant ainsi la volatilité sur les marchés financiers mondiaux. Notre économie nationale devrait se normaliser

autour d'une croissance du PIB de +4,1 % en 2024 et nous nous attendons à ce que l'inflation pour l'année (nonobstant tout bouleversement géopolitique majeur) oscille autour de la barre des 6,3 %, avec une tendance à la baisse. En conclusion, une année économique plausiblement normalisée pour 2024.

Dans une récente interview, vous avez déclaré que le pays a besoin de mesures audacieuses. Que pouvez-vous nous dire à ce sujet ?

Le pays a de plus en plus cruellement besoin de ce que nous appelons des changements structurels qui nous propulseront dans une nouvelle ère de prospérité. Le changement structurel est un changement dans la manière dont fonctionne ou opère un marché ou une économie. La transformation structurelle est



donc définie comme la transition d'une économie d'activités économiques à faible productivité et à forte intensité de main-d'œuvre vers des activités à plus forte productivité et à forte intensité de compétences. Nous devons ainsi nous détourner des augmentations de prix (faible monnaie, inflation) pour nous concentrer sur l'augmentation de la production par unité (productivité). De nombreuses réformes constitutionnelles et

électorales sont aussi nécessaires à l'émancipation socio-économique à hyper terme de Maurice. L'hypertermisme peut être défini comme ayant un idéal et/ou un objectif de plus de 10 ans. Penser aussi longtemps revient à trouver un plaisir infini à planter un arbre pour que d'autres que soi puissent un jour profiter de l'ombre. Et je crois que la plupart des humains trouvent ce plaisir intérieur. C'est universel.

► Jean Marie Gangaram

